

« Coopérative de production d'énergie citoyenne » en Aunis Atlantique dite « COOPEC »
SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE D'INTÉRÊT COLLECTIF
EN SOCIÉTÉ PAR ACTIONS SIMPLIFIÉE, À CAPITAL VARIABLE
SIÈGE SOCIAL : CdC d'Aunis Atlantique – 200 rue de la Juillerie - 17170 FERRIERES

STATUTS

Les associé.e.s mentionné.e.s en annexe 1 des présents statuts ont établi ainsi qu'il suit les statuts d'une société coopérative d'intérêt collectif en forme de société par actions simplifiée devant exister entre elles et eux et toute personne qui viendrait ultérieurement à acquérir la qualité d'associé.e.

STATUTS.....	1
PREAMBULE.....	4
Contexte général et historique de la démarche	4
Objectifs de notre société coopérative.....	4
Finalité d'intérêt collectif de la société.....	5
Titre 1 : FORME - DÉNOMINATION - DURÉE - OBJET - SIÈGE SOCIAL	6
Article 1 - Forme.....	6
Article 2 - Dénomination	6
Article 3 - Durée	6
Article 4 - Objet	6
Article 5 - Siège social	7
Titre 2 : CAPITAL SOCIAL – PARTS SOCIALES	7
Article 6 - Apport et capital social initial	7
Article 7 - Variabilité du capital.....	7
Article 8 - Capital minimum et maximum	8
Article 9 - Parts sociales : valeur et souscription.....	8
Article 9.1 - Valeur nominale	8
Article 9.2 - Souscription et libération.....	8
Article 10 - Apport en comptes courants.....	8
Titre 3 : ASSOCIÉ.E.S - ADMISSION - RETRAIT - EXCLUSION - REMBOURSEMENT	9
Article 11 - Associé.e.s et catégories d'associé.e.s	9
Article 11.1 - Conditions légales	9
Article 11.2 - Catégories	9
Article 12 - Candidature et admission des associé.e.s	10
Article 13 - Perte de la qualité d'associé.e : transmission, retrait, décès, exclusion	11
Article 13.1 - Transmission	11
Article 13.2 - Annulation : démission, exclusion, décès, dissolution.....	11
Article 14 - Remboursement des parts des anciens associé.e.s et remboursements partiels des associé.e.s	12
Article 14.1 - Remboursement total ou partiel demandé par les associé.e.s	12
Article 14.2 - Montant des sommes à rembourser	12
Article 14.3 - Ordre des chronologies des remboursements et suspension des remboursements	12
Article 14.4 - Délai de remboursement	12
Titre 4 - COLLEGES	13
Article 15 - Collèges de vote.....	13

Article 15.1 - Rôle et fonctionnement	13
Article 15.2 - Constitution et composition des collèges	13
Article 15.3 - Modification de la composition des collèges	13
Article 15.4 - Pondération des droits de votes par collèges	14
Article 15.5 - Modification de la répartition des droits de vote	14
Titre 5 - ADMINISTRATION.....	14
Article 16 - Conseil de Gestion	14
Article 16.1 - Composition et nomination	14
Article 16.2 - Durée des fonctions et indemnités	15
Article 16.3 - Réunions du conseil	15
Article 16.4 - Fonctions et pouvoir du conseil	16
Article 16.5 - Observateurs.....	16
Article 17 - Présidence et vice-présidence	17
Article 18 - Conventions.....	17
Article 18.1 - Conventions libres et conventions à déclarer	17
Article 18.2 - Conventions soumises à autorisation préalable	17
Titre 6 - ASSEMBLÉES GÉNÉRALES	18
Article 19 - Dispositions communes et générales	18
Article 19.1 - Nature des assemblées	18
Article 19.2 - Composition	18
Article 19.3 - Convocation et lieu de réunion.....	18
Article 19.4 - Ordre du jour	19
Article 19.5 - Bureau.....	19
Article 19.6 - Feuille de présence	19
Article 19.7 - Délibérations.....	19
Article 19.8 - Modalités de vote	19
Article 19.9 - Droit de vote et vote à distance.....	19
Article 19.10 - Procès-verbaux	20
Article 19.11 - Effet des délibérations	20
Article 19.12 - Pouvoirs	20
Article 20 - Assemblée générale ordinaire	21
Article 20.1 - Quorum et majorité	21
Article 20.2 - Assemblée générale ordinaire annuelle	21
Article 20.3 - Assemblée générale ordinaire réunie extraordinairement	21
Article 21 - Assemblée générale extraordinaire.....	22
Article 21.1 - Quorum et majorité	22
Article 21.2 - Rôle et compétence	22
Titre 7 - COMMISSAIRE AUX COMPTES – RÉVISION COOPÉRATIVE	22
Article 22 - Commissaires aux comptes	22
Article 23 - Révision coopérative	22
Titre 8 - COMPTES SOCIAUX – EXCÉDENTS – RÉSERVES - ENCADREMENT RÉMUNÉRATION	23
Article 24 - Exercice social.....	23
Article 25 - Documents sociaux.....	23
Article 26 - Excédents.....	23
Article 27 - Impartageabilité des réserves	24
Article 28 - Encadrement des rémunérations	24
Titre 9 - DISSOLUTION – LIQUIDATION – CONTESTATION	25

Article 29 - Perte de la moitié du capital	25
Article 30 - Expiration de la coopérative – Dissolution	25
Article 31 - Médiation et arbitrage	25
Titre 10 - ACTES ANTÉRIEURS À L’IMMATRICULATION – IMMATRICULATION – NOMINATION DES PREMIERS ORGANES	26
Article 32 - Immatriculation	26
Article 33 - Actes accomplis pour le compte de la société en formation.....	26
Article 34 - Mandat pour les actes à accomplir pour le compte de la société en cours d’immatriculation.....	26
Article 35 - Frais et droits	26
Article 36 - Nomination des premiers administrateurs.....	26
ANNEXE 1 – Liste des fondateurs.trices.....	29

PREAMBULE

Contexte général et historique de la démarche

La Communauté de Communes " Aunis Atlantique" engagée dans un projet "Territoire Énergie Positive" favorise l'implantation de projets de production d'énergie renouvelable.

Par cette démarche elle vise à l'horizon 2050 à minorer la consommation d'énergie de ses habitants de 40% (passer de 700 GWh/an à 430 GWh) et multiplier par 3 la production d'énergies locales d'origine renouvelable (de 140 GWh/an à 430 GWh).

Aujourd'hui, les citoyens de ce territoire, conscients qu'il est de leur responsabilité collective de sauvegarder notre planète pour les générations futures, cherchent à développer des modes de consommation plus responsables et vertueux par l'économie d'énergie en éliminant le gaspillage. Ils participeront, par l'intermédiaire de projets citoyens, au développement de production d'énergies d'origine renouvelable.

Objectifs de notre société coopérative

Dans ce but une société citoyenne est créée sur le territoire d'Aunis Atlantique.

Les moyens utilisés seront l'information, la formation de nos concitoyens et le soutien aux particuliers, aux acteurs économiques, aux acteurs sociaux et aux collectivités locales.

Dans cet esprit, la présente société citoyenne créée sur le territoire d'Aunis Atlantique prend les engagements suivants qui sont les piliers de son fonctionnement :

- Développer des projets par et pour les habitants :

- Ouvrir au plus grand nombre la possibilité d'investir dans la société citoyenne, en particulier les personnes mineures, les collectivités locales et les associations et entreprises du territoire.
- Disposer d'une participation citoyenne avec une gouvernance transparente et partagée inspirée des principes de l'entrepreneuriat coopératif.
- Favoriser des partenariats avec d'autres structures et sociétés.
- Donner aux citoyens la part la plus importante dans les décisions
- Créer et favoriser l'emploi et l'économie locale.

- Promouvoir la sobriété et contribuer aux actions d'économies d'énergie

- Utiliser une partie des bénéfices pour des actions d'économie d'énergie et la lutte contre la précarité énergétique
- Mettre en œuvre des actions informatives et pédagogiques auprès des habitants en Aunis Atlantique pour favoriser leur réappropriation du cycle de l'énergie

- Accélérer le développement des énergies d'origine renouvelable locale

- Agir pour les générations à venir avec une visée de long terme de prévention des dérèglements climatiques
- Développer la production d'énergie au plus près des consommateurs
- Maîtriser localement la gestion des projets,
- Choisir des matériaux efficaces et innovants qui s'inscrivent au mieux dans un cycle de recyclage
- Privilégier les installations les moins polluantes

- Contrôler les ressources financières et les utiliser à bon escient

- Choisir des banques solidaires et éthiques pour la société et les emprunts
- Limiter le montant d'investissement des citoyens
- Garantir une visée non spéculative par une limitation des dividendes

Finalité d'intérêt collectif de la société

Les moyens utilisés seront l'information, la formation de nos concitoyens et le soutien aux particuliers, aux acteurs économiques, aux acteurs sociaux et aux collectivités locales.

L'ensemble du projet de la société repose sur les valeurs suivantes :

- Le respect de la personne humaine et de l'environnement sont deux conditions essentielles et indissociables : il s'agit de satisfaire ses besoins dans une relation d'équilibre plutôt que de prédation.
- La réduction de l'empreinte écologique des activités de production et de consommation constitue une priorité.
- La gestion pérenne de la production énergétique nécessite la prise en compte de l'ensemble de son cycle de vie dans les choix techniques et économiques du projet.
- La création d'un modèle citoyen et relocalisé de gestion de l'énergie doit avoir l'objectif d'impliquer les acteurs locaux et surtout les citoyens du territoire, dans toute leur diversité, et doit promouvoir leur pouvoir d'agir dans toutes les dimensions de ce modèle.
- La construction de cette nouvelle gestion de l'énergie nécessite une attention portée à la gouvernance et à l'organisation du projet. Cela passe par le fait de privilégier la prise de décision par consentement, et de mettre en place une gouvernance collégiale et partagée, qui facilite la participation de tou.te.s.

Le choix de la forme de société coopérative d'intérêt collectif (SCIC) constitue également une adhésion à des valeurs coopératives fondamentales telles qu'elles sont définies par l'Alliance Coopérative Internationale avec notamment :

- la prééminence de la personne humaine ;
- la démocratie ;
- la solidarité ;
- un sociétariat multiple ayant pour finalité l'intérêt collectif au-delà de l'intérêt personnel de ses membres
- l'intégration sociale, économique et culturelle, dans un territoire déterminé par l'objet social.

Le statut SCIC se trouve en parfaite adéquation, par son organisation et ses objectifs, avec le projet présenté ci-dessus.

Adhésion à des démarches de référence

Notre coopérative adhère aux valeurs et fait siens les objectifs de démarches de référence dans le domaine de la transition énergétique :

- Au niveau des objectifs globaux, la démarche de l'association négaWatt telle que définie dans ses scénarios dont celui de 2022
- Au niveau de la production d'énergies d'origine renouvelable, la charte Énergie Partagée datant de 2010, déclinée au niveau de la Nouvelle Aquitaine par CIRENA.

Titre 1 : FORME - DÉNOMINATION - DURÉE - OBJET - SIÈGE SOCIAL

Article 1 - Forme

Il est créé entre les soussigné.e.s et il existe entre eux, et ceux qui deviendront par la suite associé.e.s, une société coopérative d'intérêt collectif sous forme de société par actions simplifiées, à capital variable régie par :

- les présents statuts ;
- la [loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947](#) portant statut de la coopération;
- la [loi 2001-624 du 17 juillet 2001](#) et le [décret n° 2002-241 du 21 février 2002](#) relatif à la société coopérative d'intérêt collectif ;
- la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire;
- les [articles L.231-1](#) à [L.231-8](#) du Code de commerce applicables aux sociétés à capital variable ;
- L'article L.294-1 du Code de l'énergie régissant le financement des projets de production d'énergies d'origine renouvelable par les citoyens et les collectivités
- le [livre II du Code de commerce](#) et particulièrement les dispositions relatives aux sociétés par actions simplifiées ainsi que le décret du 23 mars 1967 sur les sociétés commerciales codifié dans la partie réglementaire du Code de commerce.

Article 2 - Dénomination

La société a pour dénomination : « Coopérative de production d'énergie citoyenne en Aunis Atlantique ». Son acronyme est « COOPEC ».

Tous actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, notamment les lettres, factures, annonces et publications diverses, doivent indiquer la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement et lisiblement des mots « Société Coopérative d'Intérêt Collectif en société par actions simplifiée à capital variable » ou du signe « SCIC SAS à capital variable ».

Article 3 - Durée

La durée de la société est fixée à 99 ans à compter du jour de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

Article 4 - Objet

L'intérêt collectif défini en préambule se réalise notamment à travers les activités suivantes :

- Implantation sur le domaine public ou privé et exploitation de moyens de production d'énergies d'origine renouvelable : électricité, gaz, chaleur
- Installation et exploitation de dispositifs de production d'énergies d'origine renouvelable, vente de l'énergie produite ou autoconsommation collective
- Diffusion de l'expérience et des savoirs faire de l'entreprise pour l'essaimage des bonnes pratiques
- Prise de participation dans des sociétés de production d'énergies d'origine renouvelable cohérentes

avec les valeurs de la société coopérative

- Participation à des actions locales et travaux d'économie d'énergie et de lutte contre la précarité énergétique
- Toutes activités annexes, connexes ou complémentaires s'y rattachant directement ou indirectement, ainsi que toutes opérations civiles, commerciales, industrielles, mobilières, immobilières, de crédit, utiles directement ou indirectement à la réalisation de l'objet social ainsi défini
- Échanges entre élus, citoyens, associations, entreprises et administrations sur ces mêmes questions
- Mise en place d'actions de sensibilisation et de formation sur la maîtrise des consommations, la production d'énergies d'origine renouvelable

Dont, entre autres :

- Location ou acquisition de surfaces d'implantation (toitures, terrains...)
- Acquisition de moyens de production (panneaux photovoltaïques...)
- Mise en œuvre des moyens d'installation, de maintenance, de gestion de fin de vie
- Vente de l'énergie produite
- Participation à des travaux visant des économies d'énergie

Article 5 - Siège social

Le siège social est fixé : CdC d'Aunis Atlantique – 200, rue de la Juillerie – 17170 FERRIERES.
Il peut être transféré en tout autre lieu par simple décision du Conseil de Gestion.

Titre 2 : CAPITAL SOCIAL – PARTS SOCIALES

Article 6 - Apport et capital social initial

Le capital social initial a été fixé à 39 600 € (trente-neuf mille six cents euros) divisé en 792 parts (sept cent quatre-vingt-douze parts) de 50 (cinquante) euros chacune, non numérotées en raison de la variabilité du capital social et réparties entre les associé.e.s proportionnellement à leurs apports. Le capital initial de la coopérative est réparti entre les différents types d'associé.e.s de la manière indiquée en Annexe 1 des présents statuts.

Soit un total de 33 700 € (trente-trois mille sept cents euros) représentant le montant intégralement libéré des parts, laquelle somme a été régulièrement déposée le 29/06/2022 à un compte ouvert au nom de la société en formation au CREDIT COOPERATIF, agence de LA ROCHELLE, 55 boulevard Joffre, ainsi qu'il en est justifié au moyen du récépissé établi par la banque dépositaire.

S'agissant des personnes physiques, chacun des conjoints communs en biens a été personnellement averti de l'intervention de l'apport effectué par son conjoint à partir des biens dépendant de la communauté et ne revendique pas la qualité d'associé, la qualité d'associé étant seulement reconnue au conjoint apporteur.

Article 7 - Variabilité du capital

Le capital est variable. Il peut augmenter à tout moment, soit au moyen de souscriptions nouvelles effectuées par les sociétaires, soit par l'admission de nouveaux sociétaires

Toute souscription de parts donne lieu à la signature d'un bulletin de souscription en deux originaux par le.la sociétaire.

Le capital peut diminuer à la suite de retraits, perte de la qualité d'associé, exclusions, décès et remboursements, dans les cas prévus par la loi et les statuts sous réserve des limites et conditions prévues ci-

après.

Le capital peut être abondé par des apports en nature ou en industrie, incorporés en respectant les dispositions légales relevant du code du commerce et des sociétés.

Article 8 - Capital minimum et maximum

Le capital social ne peut être ni inférieur à 10 000 € (dix mille euros) ni réduit, du fait de remboursements, au-dessous du quart du capital le plus élevé atteint depuis la constitution de la coopérative.

Par application de l'article 7 de la loi du 10 septembre 1947 modifié par la loi n° 2008-679 du 3 juillet 2008, les coopératives constituées sous forme de sociétés à capital variable régies par les articles L.231-1 et suivants du Code de commerce ne sont pas tenues de fixer dans leurs statuts le montant maximal que peut atteindre leur capital.

Sauf dérogation accordée par décision collective à la majorité des deux tiers, à l'issue du second exercice social suivant la constitution de la Société, chaque sociétaire doit détenir moins de 20% du capital social. En application des dispositions qui précèdent, le sociétaire qui détiendrait un pourcentage de parts sociales supérieur à 20%, quelque soit l'origine de ce dépassement, souscription de parts, succession ou liquidation d'un régime matrimonial, évolution du capital social est tenu de céder ses parts dans le délai de six mois suivant la tenue de l'assemblée générale ayant statué sur les comptes du second exercice social ou de l'assemblée statuant sur l'exercice au cours duquel est survenu ce dépassement.

Dans ce dernier cas, celle-ci est tenue dans un délai de six mois soit de céder soit d'annuler lesdites actions.

Article 9 - Parts sociales : valeur et souscription

Article 9.1 - Valeur nominale

La valeur des parts sociales est uniforme.

Elle est initialement fixée à 50 € (cinquante euros). Elle peut être modifiée par décision de l'Assemblée Générale extraordinaire sur proposition du Conseil d'Administration.

La responsabilité de chaque sociétaire est limitée à la valeur des parts qu'il a souscrites ou acquises.

Les parts sociales sont nominatives et indivisibles. La coopérative ne reconnaît qu'un propriétaire pour chacune d'elle.

Article 9.2 - Souscription et libération

Le capital peut augmenter par toutes souscriptions effectuées par des sociétaires qui devront, préalablement signer le bulletin cumulatif de souscription en deux originaux, libérer la valeur des parts et respecter la procédure telle que définie à l'article 12. Les parts sociales sont inscrites en compte, au nom des sociétaires, sur le registre des mouvements et des comptes d'associé.e.s tenus par la société.

Article 10 - Apport en comptes courants

Les associé.e.s peuvent, dans le respect de la réglementation en vigueur, mettre à la disposition de la SCIC toutes les sommes dont celle-ci peut avoir besoin sous forme d'avances en comptes courants.

Les montants et les conditions de mise à disposition et de retrait de ces avances sont déterminés d'un commun accord entre l'associé intéressé et le Conseil de Gestion dans le respect des limites légales, et font l'objet d'une convention bipartite déterminant la durée du blocage, les modalités de remboursement et la rémunération du compte-courant.

Titre 3 : ASSOCIÉ.E.S - ADMISSION - RETRAIT - EXCLUSION - REMBOURSEMENT

Article 11 - Associé.e.s et catégories d'associé.e.s

Article 11.1 - Conditions légales

La société coopérative d'intérêt collectif comprend au moins trois catégories d'associés, parmi lesquelles figurent obligatoirement deux catégories :

- les personnes qui bénéficient habituellement, à titre gratuit ou onéreux, des activités de la coopérative
- les salariés ou, en l'absence de personnes salariées au sein de la société, les producteurs de biens ou de services de la coopérative.

Elle impose également la présence d'un troisième associé qui devra, outre sa qualité d'associé, être une personne physique ou morale qui contribue par tout autre moyen que ceux précités à l'activité de la coopérative.

Les collectivités territoriales, leurs groupements et les établissements publics territoriaux ne peuvent pas détenir ensemble 50 % ou plus du capital de la société.

Si, au cours de l'existence de la coopérative, l'un de ces trois types d'associé.e.s venait à disparaître, le conseil devra convoquer l'assemblée générale extraordinaire afin de décider s'il y a lieu de régulariser la situation ou de poursuivre l'activité sous une autre forme coopérative.

Article 11.2 - Catégories

Les catégories sont des groupes d'associé.e.s qui ont un rapport de nature distincte aux activités de la société. Leur rassemblement crée le multi-sociétariat qui caractérise la Société Coopérative d'Intérêt Collectif.

Les catégories sont exclusives les unes des autres.

La création de nouvelles catégories ainsi que la modification de ces catégories sont décidées par l'Assemblée Générale Extraordinaire.

Sont définies dans la Société « COOPEC » les sept catégories d'associé.e.s suivantes :

Les Salarié.e.s: tout-e salarié-e ayant contracté un contrat de travail avec la coopérative. Il y a obligation pour un salarié en CDI de plus d'un an à présenter sa candidature au sociétariat.

Les Bénéficiaires (habitants d'Aunis Atlantique): Les habitants (dont les entrepreneurs individuels) et les personnes morales (dont les associations et sociétés) du territoire d'Aunis Atlantique.

Les Prestataires : toute personne, particulier ou professionnel ayant un contrat en cours de vente de bien ou de service à la coopérative en lien direct avec l'objet social de la coopérative

Les Passeur.r.se.s de valeurs : toute personne physique ou morale ayant fait acte de candidature après avoir participé aux ateliers de création de la COOPEC ainsi que celles approuvées par le Conseil de Gestion ayant achevé au moins un demi-mandat d'administrateur. Leur rôle sera de veiller à ce que les valeurs figurant en préambule des statuts restent bien appliquées dans l'administration de la coopérative.

Les Structures de l'économie sociale et solidaire : toute structure dont les statuts relèvent de l'économie sociale et solidaire.

Les Collectivités locales et groupement : toute collectivité territoriale ou leur groupement impliqué dans la coopérative. Le nombre de parts souscrites pour cette catégorie est limité par le plafond légal de 50% du capital social qui peut être détenu par l'ensemble des collectivités territoriales partenaires.

Les Soutiens : toute personne physique ou morale ne pouvant relever d'une autre catégorie mais souhaitant soutenir l'activité et le développement de la coopérative.

Article 11.3 - Affectations

Le choix d'affectation de chaque associé à une catégorie relève du Conseil de Gestion, aussi compétent pour décider du changement de catégorie. Un associé qui souhaite changer de catégorie doit adresser sa demande au Conseil de Gestion en indiquant de quelle catégorie il souhaiterait relever. Le Conseil de Gestion demeure cependant le seul compétent pour décider du changement de catégorie.

En cas de changement de statut du sociétaire dans l'année, le sociétaire change de catégorie à la prochaine assemblée générale.

En cas d'affectation possible à plusieurs catégories, l'affectation à une catégorie se fait dans le respect des règles suivantes :

- les personnes salariées intègrent la catégorie des « salarié-e-s » ;
- les personnes productrices des biens et services de la société intègrent la catégorie des « prestataires » même si elles sont parallèlement bénéficiaires ;
- les collectivités territoriales et leurs groupements intègrent la catégorie « collectivités territoriales et leurs groupements », même si elles sont parallèlement productrices ou bénéficiaires des biens et services de la société.

Dans les cas litigieux, le Conseil de Gestion est habilité, après examen de la candidature, à décider de l'affectation du membre à une catégorie.

La création de nouvelles catégories, comme la modification de ces catégories, est décidée par une Assemblée Générale extraordinaire sur proposition du Conseil de Gestion.

Article 12 - Candidature et admission des associé.e.s

Toute personne physique ou morale peut se porter candidate pour devenir associé.e à condition de satisfaire aux conditions suivantes :

- accepter les présents statuts
- être majeure,
- être mineure émancipée ou représentée par son tuteur ou administrateur légal

Lorsqu'une personne physique ou morale souhaite devenir associée, elle doit présenter sa candidature par engagement de souscription ou tout système électronique mis en place par la SCIC ultérieurement, au Président qui soumet la candidature au Conseil de Gestion.

Lors de la création de la SCIC, tous les souscripteurs sont admis d'office.

L'admission d'un nouvel associé est du seul ressort du Conseil de Gestion.

En cas de rejet de sa candidature, qui n'a pas à être motivé, le candidat peut renouveler celle-ci tous les ans.

Les parts sociales souscrites lors de l'admission d'un candidat au sociétariat doivent être intégralement libérées lors de la souscription.

Le statut d'associé prend effet après agrément du Conseil de Gestion, sous réserve de la libération de la ou des parts souscrites dans les conditions statutairement prévues.

Le statut d'associé confère la qualité de coopérateur. Le conjoint d'un associé coopérateur n'a pas, en tant que conjoint, la qualité d'associé et n'est donc pas coopérateur. Les mêmes dispositions sont applicables en cas de Pacs.

La candidature au sociétariat emporte acceptation des statuts et du règlement intérieur de la société.

Article 13 - Perte de la qualité d'associé.e : transmission, retrait, décès, exclusion

La sortie d'un-e associé-e est possible à tout moment, dans les limites découlant des articles 13 et 14 des présents statuts, selon les modalités suivantes par :

- la démission
- le décès de l'associé-e personne physique
- la dissolution ou liquidation de l'associé personne morale
- l'exclusion
- la perte de plein droit de la qualité d'associé.

Lors de l'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice, le Conseil de Gestion communique un état complet du sociétariat indiquant notamment le nombre des associé.e.s de chaque catégorie ayant perdu la qualité d'associé.

Article 13.1 - Transmission

Les parts détenues par un.e sociétaire ne peuvent être cédées, à titre gratuit ou onéreux, qu'à la coopérative. Les parts des sociétaires démissionnaires, exclus ou décédés, sont annulées. Les sommes qu'elles représentent sont assimilées à des créances ordinaires et remboursées dans les conditions fixées à l'article 14.

Article 13.2 - Annulation : démission, exclusion, décès, dissolution

Les actions des associé-e-s retrayant-e-s, exclu-e-s ou décédé-e-s, sont annulées. Les sommes qu'elles représentent sont assimilées à des créances ordinaires et remboursées dans les conditions fixées à l'article 14 des présents statuts. Aucun retrait ou annulation de parts ne peut être effectué s'il a pour conséquence de faire descendre le capital social en deçà du seuil prévu à l'article 8.

Démission

Tout-e associé-e peut se retirer de la société en notifiant sa décision au-à la Président-e, par Lettre Recommandée avec Avis de Réception. Ce retrait prend effet trois (3) mois après la réception de ladite notification par le-la Président-e.

De plein droit

La perte de qualité d'associé intervient de plein droit :

- lorsqu'un associé cesse de remplir l'une des conditions requises aux articles 11 et 12
- pour l'associé salarié à la date de la cessation de son contrat de travail, quelle que soit la cause de la rupture de son contrat.

- Chaque sociétaire s'engage à montrer son intérêt vis-à-vis de la COOPEC, que ce soit en participant physiquement ou par correspondance aux assemblées ou aux activités de la COOPEC. Cette participation minimale est une clause pour maintenir le statut de sociétaire. A défaut de ne remplir aucun de ces engagements sur une période de 3 ans consécutifs, le sociétaire sera considéré comme ne remplissant plus les conditions requises pour être coopérateur et sera informé par le Conseil de Gestion par lettre simple ou courriel de la perte de son statut de sociétaire.

Les personnes concernées pourront néanmoins retrouver leur statut de sociétaire sur simple demande de leur part.

Exclusion

L'assemblée générale ordinaire peut exclure un-e associé-e qui a causé un préjudice matériel ou moral à la société. Le fait qui entraîne l'exclusion est constaté par le Conseil de Gestion qui est habilité à demander toutes justifications à l'intéressé-e. Une convocation spéciale de l'assemblée générale doit lui être adressée pour qu'il-elle puisse présenter sa défense. La perte de la qualité d'associé-e intervient, dans ce cas, à la date de l'assemblée générale qui a prononcé l'exclusion. La décision d'exclusion est prise à la majorité requise pour la modification des statuts.

Décès (personne physique) ou Dissolution (personne morale)

Le décès de l'associé personne physique entraîne la perte de la qualité d'associé. Les parts ne sont, en conséquence, pas transmissibles à un tiers par décès.

Article 14 - Remboursement des parts des anciens associé.e.s et remboursements partiels des associé.e.s

Article 14.1 - Remboursement total ou partiel demandé par les associé.e.s

La demande de remboursement total ou partiel est faite auprès du/de la Président.e par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou remise en main propre contre décharge.

Les remboursements sont soumis à autorisation préalable du Conseil de Gestion.

Article 14.2 - Montant des sommes à rembourser

En cas de perte de la qualité d'associé ou de remboursement partiel demandé par un.e associé.e, le montant du capital à rembourser est arrêté à la date de clôture de l'exercice au cours duquel la demande ou la perte sont devenues effectives. Les associé.e.s ont droit au remboursement du montant nominal de leurs parts, déduction faite des éventuelles pertes apparaissant à la clôture de l'exercice.

Article 14.3 - Ordre des chronologies des remboursements et suspension des remboursements

Les remboursements ont lieu dans l'ordre chronologique où ont été enregistrées les pertes de la qualité d'associé ou les demandes de remboursement partiel. Ils ne peuvent avoir pour effet de réduire le capital à un montant inférieur au minimum prévu à l'article 8. Dans ce cas, l'annulation et le remboursement des parts ne sont effectués qu'à concurrence de souscriptions nouvelles permettant de maintenir le capital au moins à ce minimum.

Article 14.4 - Délai de remboursement

Les anciens associé.e.s et leurs ayants droit ne peuvent exiger, avant un délai de 3 ans, le règlement des

sommes leur restant dues sur le remboursement de leurs parts, sauf décision de remboursement anticipé prise par le Conseil de Gestion.

Le délai est précompté à compter de la date de la perte de la qualité d'associé ou de la demande de remboursement partiel.

Le montant dû aux anciens associé.e.s ou aux associé.e.s ayant demandé un remboursement partiel ne porte pas intérêt.

Titre 4 - COLLEGES

Article 15 - Collèges de vote

Article 15.1 - Rôle et fonctionnement

Les collèges ont pour fondement la garantie de la gestion démocratique au sein de la coopérative. Dans toute coopérative, ils peuvent être institués si les sociétaires considèrent que l'application du principe « un associé = une voix » ne permet pas, immédiatement ou à terme de maintenir l'équilibre entre les sociétaires.

Si des collèges sont constitués, il est prévu la constitution de 3 collèges au moins et de 10 au plus. Chaque collège doit détenir au moins 10 % des droits de vote et moins de 50 %.

Un collège n'est pas une organisation juridique titulaire de droits particuliers ou conférant des droits particuliers à ses membres. Il s'agit d'un moyen d'organisation des droits de vote en fonction de l'effectif ou de l'engagement des membres.

Les membres des collèges peuvent se réunir aussi souvent qu'ils le souhaitent pour échanger sur des questions propres à leur collège. Ces échanges ne constituent pas des assemblées générales, et les frais de ces réunions ne sont pas pris en charge par la coopérative. Les délibérations qui pourraient y être prises n'engagent pas, à ce titre, la personne morale que représente la coopérative, ses mandataires sociaux ou la communauté des membres.

Article 15.2 - Constitution et composition des collèges

Il est constitué 4 collèges. Les membres relèvent, selon leur qualité, de l'un de ces 4 collèges.

Dans le cas présent, les collèges regroupent une ou plusieurs catégories, telles qu'elles sont définies à l'article 11 des présents statuts.

Collège A : « Salarié.es » et "passeu.se.r.s de valeurs"

Collège B : « Bénéficiaires » et « Prestataires »

Collège C : « Soutiens » et "Structures de l'économie sociale et solidaire"

Collège D : « Collectivités territoriales et leurs groupements »

Article 15.3 - Modification de la composition des collèges

La modification des collèges peut être proposée par le conseil de gestion ou sur demande d'au moins 5 % du total des sociétaires.

La demande de modification doit être motivée et comporter au moins un projet de composition modifiée.

La modification est décidée par délibération prise en assemblée générale extraordinaire.

Article 15.4 - Pondération des droits de votes par collèges

Collèges de vote	% de votes en AG
Salarié.e.s et passeu.r.se.s de valeurs	15%
Bénéficiaires et prestataires	40%
Soutiens et structures de l'économie sociale et solidaire	15%
Collectivités locales et groupements	30%

Les délibérations des membres au sein des collèges sont prises dans les conditions de droit : chaque membre dispose d'une voix. Les délibérations de chaque collège sont transmises selon la règle de la proportionnalité et affectées du pourcentage prévu afin de déterminer si les résolutions de l'assemblée générale sont adoptées ou rejetées à la majorité requise.

Article 15.5 - Modification de la répartition des droits de vote

Indépendamment d'une modification de la composition ou du nombre des collèges, le Conseil de Gestion ou les sociétaires, dans les conditions prévues aux dispositions de l'article 16.2, peuvent demander la modification de la répartition des droits de vote détenus par les collèges.

En cas d'inactivité, de suppression ou disparition d'un collège, les voix attribuées à ce collège sont partagées également entre les autres collèges, sans qu'un collège puisse détenir plus de 50 % des droits de vote, jusqu'à ce qu'une assemblée générale extraordinaire modifie la répartition des droits de vote.

Titre 5 - ADMINISTRATION

Article 16 - Conseil de Gestion

Article 16.1 - Composition et nomination

La coopérative est administrée par un Conseil de Gestion composé de 9 à 15 membres au plus, associé.e.s, élus au scrutin secret et à la majorité des suffrages par l'assemblée générale.

20 % seront tirés au sort parmi les associé(e)s. Les associé(e)s tirés au sort donnent leur accord pour participer au Conseil de Gestion.

Afin de rechercher une parité Femmes/Hommes optimum, le tirage au sort pourra privilégier les candidatures sous-représentées.

En cas de réduction à moins de 9 membres, le Conseil de Gestion peut coopter un ou plusieurs sociétaires qui se présenteront comme candidat.es à la prochaine assemblée générale.

Les premiers membres du Conseil de Gestion sont désignés dans les statuts.

Au moins trois des quatre collèges de votes devront être représentés au Conseil de Gestion à partir du second exercice.

Aucun collège ne peut disposer de 50% ou plus d'administrateurs.

Les administrateurs peuvent être des personnes physiques ou morales. Dans ce dernier cas, la personne morale est tenue de désigner un représentant permanent qui est soumis aux mêmes conditions et obligations et qui encourt les mêmes responsabilités civile et pénale que s'il était administrateur en son nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'il représente.

Tout associé salarié peut être nommé en qualité de membre du Conseil de Gestion sans perdre, le cas échéant, le bénéfice de son contrat de travail. La démission, le non-renouvellement ou la révocation des fonctions d'administrateur ne portent pas atteinte au contrat de travail éventuellement conclu par l'intéressé avec la coopérative, qu'il ait été suspendu ou qu'il se soit poursuivi parallèlement à l'exercice du mandat.

Article 16.2 - Durée des fonctions et indemnités

La durée des fonctions des administrateurs est de 3 ans, exception faite des administrateurs élus ou tirés au sort lors de l'AG de création. Un tiers de ces administrateurs sera en mandat pour un an seulement, un tiers sera en mandat pour 2 ans et le dernier tiers sera en mandat pour 3 ans.

Le Conseil de Gestion est renouvelable par tiers tous les ans.

Une fois établi, le renouvellement a lieu par ordre d'ancienneté de nomination. Les fonctions d'administrateur prennent fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire ayant statué sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire son mandat.

Les administrateurs sont rééligibles deux fois et quoiqu'il en soit la durée totale de leur mandat ne peut excéder une durée de 9 ans consécutifs.

Ils sont néanmoins révocables à tout moment par l'assemblée générale ordinaire. Tout administrateur n'ayant pas répondu à trois convocations successives est considéré comme démissionnaire.

En cas de vacance par suite de décès ou de démission, et à condition que trois membres au moins soient en exercice, le conseil peut pourvoir au remplacement du membre manquant en cooptant un nouvel administrateur du même collège pour le temps qui lui restait à courir. Le choix du conseil doit être soumis à la ratification de la prochaine assemblée générale.

Si le nombre des administrateurs devient inférieur à six, les administrateurs restants doivent réunir immédiatement l'assemblée générale ordinaire en vue de compléter l'effectif du conseil.

Article 16.3 - Réunions du conseil

Le conseil se réunit au moins 3 fois par an et chaque fois que l'intérêt de la coopérative l'exige. Il est convoqué, par tous moyens, par son Président ou la moitié de ses membres.

Les séances du conseil se tiennent soit physiquement, soit par audioconférence ou visio-conférence. Sauf en cas de force majeure, une réunion physique se tiendra obligatoirement pour préparer :

- l'arrêté des comptes annuels ;
- l'arrêté du rapport de gestion du Conseil de Gestion;
- toute opération de fusion-scission ;
- toute opération de cession d'actifs;
- la mise en place d'avance en comptes courants d'associé.e.s rémunérés;

- toute décision concernant l'exclusion éventuelle d'un associé

Le commissaire aux comptes, s'il en est nommé un, est convoqué à la réunion du conseil qui examine ou arrête les comptes annuels ou intermédiaires.

Les administrateurs, ainsi que toute personne participant aux réunions du conseil, sont tenus à une obligation de discrétion à l'égard des informations présentant un caractère confidentiel et données comme telles par le Président de séance.

Un administrateur peut se faire représenter par un autre administrateur. Le nombre de pouvoirs pouvant être détenu par un administrateur est limité à un. Les pouvoirs excédentaires ou en blanc sont répartis entre les présents.

La présence des 2/3 au moins des membres du conseil, présents et représentés, est nécessaire pour la validité de ses délibérations.

Les délibérations sont prises tant que faire se peut en appliquant la « gestion par consensus », sinon à la majorité simple des personnes présentes et représentées. En cas de partage, le Président de la société dispose d'une voix prépondérante.

Les délibérations prises par le Conseil de Gestion obligent l'ensemble des administrateurs y compris les absents, incapables ou dissidents.

Il est tenu :

- un registre de présence, signé à chaque séance par les administrateurs présents ;
- un registre des procès-verbaux, lesquels sont signés par le Président de séance et au moins un administrateur.

Article 16.4 - Fonctions et pouvoir du conseil

Le Conseil de Gestion détermine les orientations de l'activité de la société et veille à leur mise en œuvre.

Il peut se saisir de toute question intéressant la bonne marche de la société et règle, par ses délibérations, les affaires la concernant.

Il procède aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns.

Il autorise les cautions, avals et garanties, les conventions entre la société et un.e conseiller.ère.

Il décide la constitution et les attributions de comités ou groupes de travail, la cooptation éventuelle d'administrateurs.

Il se prononce sur les demandes d'admission de nouveaux associé.e.s, de souscription de parts supplémentaires par des associé.e.s et les agréee.

Il décide un éventuel transfert de siège social.

Il fixe la date de convocation, l'ordre du jour et les modalités des assemblées générales et des votes.

Il met à disposition des associé.e.s les informations qui leur sont dues, établit les comptes annuels, l'inventaire et les rapports aux assemblées.

Il instruit l'exclusion éventuelle d'un associé.

Article 16.5 - Observateurs

Les réunions du Conseil de Gestion sont ouvertes à tous les associé.e.s qui désirent participer en tant qu'observateur aux échanges sans avoir de droits de vote.

La demande est formulée auprès du. de la Président.e qui en informe le Conseil de Gestion afin d'organiser au mieux leur accueil.

Certains éléments évoqués en Conseil de Gestion peuvent revêtir un caractère confidentiel en regard notamment de la protection de la vie privée (évocation de cas individuels de associé.e.s ou partenaires par exemple). Les observateurs s'engagent à préserver la confidentialité de ces travaux. Le Conseil de Gestion

peut demander aux observateurs de se retirer lorsque sont évoquées les questions les plus sensibles de ce point de vue.

Article 17 - Présidence et vice-présidence

Le Conseil de Gestion choisit parmi ses membres un.e Président.e et un un.e vice-Président.e qui doit être une personne physique.

Il,elle.s sont nommé.es pour la durée restant à courir de leur mandat d'administrateur, sont rééligibles et peuvent être révoqué.es à tout moment par le Conseil de Gestion par un vote à la majorité simple des membres présents ou représentés, à l'exclusion du membre concerné.

Le.la Président.e est le garant du fonctionnement coopératif de la société. Il.elle assure la coordination de l'ensemble des activités et représente la société à l'égard de tiers.

Il.elle peut, en accord avec le Conseil de Gestion, confier tous mandats spéciaux à toutes personnes, appartenant ou non au Conseil de Gestion, pour un ou plusieurs objets déterminés.

Dans le cas où le.la Président.e serait dans l'impossibilité d'exercer ses fonctions, il peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs au.à la vice-Président.e. Cette délégation doit toujours être donnée pour un périmètre défini et un temps limité.

Les dispositions statutaires limitant les pouvoirs du Président sont inopposables aux tiers.

Le.la Président.e doit recueillir l'accord préalable du Conseil de Gestion pour les décisions suivantes :

- admettre un nouvel associé,
- acquérir ou céder tout élément d'actif d'un montant supérieur par opération à 1 000 euros,
- prendre l'initiative de tout procès ou transaction de quelque nature que ce soit,
- conclure toute convention d'occupation,
- conclure toute convention d'emprunt avec les organismes bancaires
- créer ou supprimer toute branche d'activité,
- créer, supprimer ou déplacer toute unité de production, tout établissement secondaire

Article 18 - Conventions

Article 18.1 - Conventions libres et conventions à déclarer

Les conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales ne sont pas soumises à la procédure d'autorisation et d'approbation prévue aux articles L.225-38 et suivants du Code de commerce. Cependant, ces conventions doivent être communiquées par l'intéressé au Président du Conseil de Gestion.

La liste et l'objet desdites conventions sont communiqués par le Président aux membres du Conseil de Gestion lors de la prochaine réunion du conseil et au commissaire aux comptes au plus tard le jour du conseil arrêtant les comptes de l'exercice écoulé.

Article 18.2 - Conventions soumises à autorisation préalable

Toute convention intervenant directement ou indirectement entre la SCIC, son Président et son directeur

général, l'un de ses salariés, l'un de ses administrateurs ou l'un de ses associé.e.s disposant d'un montant supérieur à 10% (dix pour cent) du capital social, doit être soumise à l'autorisation préalable du Conseil de Gestion.

Sont également soumises à l'autorisation préalable du Conseil de Gestion, les conventions intervenants entre la SCIC et une entreprise, si le directeur général, l'un des salariés ou l'un des administrateurs est impliqué dans cette entreprise en tant que propriétaire, dirigeant, salarié, ou associé.

Ces conventions doivent être autorisées et approuvées par le Conseil de Gestion dans les conditions de l'article L. 225-40 du Code de commerce.

Il est interdit aux administrateurs de contracter sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la SCIC, de se faire consentir par elle un découvert, en compte courant ou autrement, et de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements auprès de tiers. Cette interdiction s'applique également aux représentants permanents des personnes morales administrateurs, aux conjoints, ascendants et descendants des personnes ci-dessus visées ainsi qu'à toute personne interposée.

Titre 6 - ASSEMBLÉES GÉNÉRALES

Article 19 - Dispositions communes et générales

Article 19.1 - Nature des assemblées

Les assemblées générales sont : ordinaire annuelle, ordinaire réunie extraordinairement, ou extraordinaire. Le Conseil de Gestion fixe les dates, l'ordre du jour et lieux de réunion des différentes assemblées.

Article 19.2 - Composition

L'Assemblée Générale se compose de tous les associé.e.s y compris ceux admis au sociétariat au cours de l'assemblée dès qu'ils auront été admis à participer au vote. La liste des associé.e.s convoqués est arrêtée par le Conseil de Gestion au plus tard le 16ème jour qui précède la réunion de l'assemblée générale.

Article 19.3 - Convocation et lieu de réunion

Les associé.e.s sont convoqués par le Conseil de Gestion.

A défaut d'être convoquée par le Conseil de Gestion l'assemblée peut également être convoquée par :

- le Président de la société
- un ou plusieurs associé.e.s réunissant au moins 5 % du capital social
- les commissaires aux comptes ;
- un mandataire de justice désigné par le tribunal de commerce statuant en référé, à la demande, soit de tout intéressé en cas d'urgence ;
- un administrateur provisoire ;
- le liquidateur.

La personne habilitée à convoquer une assemblée générale en fixe la date et le lieu. La première convocation de toute assemblée générale est faite par lettre simple ou courrier électronique avec accusé de réception, adressé aux associé.e.s 15 jours au moins à l'avance. Sur deuxième convocation, le délai est d'au moins dix jours.

La convocation électronique est subordonnée à l'accord préalable des associé.e.s et à la communication de leur adresse électronique. Il est possible de revenir à tout moment sur cet accord en informant le Conseil

de Gestion par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Les délais ne tiennent pas compte du jour de l'envoi de la lettre.

La lettre de convocation mentionne expressément les conditions dans lesquelles les associé.e.s peuvent voter à distance.

Les convocations doivent mentionner le lieu de réunion de l'assemblée. Celui-ci peut être le siège de la société ou tout autre lieu approprié pour cette réunion.

Article 19.4 - Ordre du jour

L'ordre du jour est arrêté par le Conseil de gestion.

A l'issue du Conseil de Gestion actant du lieu et la date de l'AGO, le Conseil de Gestion informe les associé.e.s de ces éléments et propose une expression, par les représentants de leur collège au Conseil de Gestion, des propositions de résolutions argumentées, qui pourraient en être issues.

Ces propositions doivent parvenir au Conseil de Gestion avant la convocation du Conseil de Gestion devant acter l'ordre du jour de l'Assemblée Générale, à l'issue duquel sont convoqués les associé.e.s pour celle-ci, conformément aux dispositions de l'article 25.1.

Article 19.5 - Bureau

L'assemblée est présidée par le.la Président.e de la coopérative, à défaut, par le plus jeune des membres de l'assemblée qui accepte cette fonction. Le Président désigne le secrétaire qui peut être choisi en dehors des associés.

En cas de convocation par un commissaire aux comptes, par un mandataire de justice ou par les liquidateurs, l'assemblée est présidée par celui ou par l'un de ceux qui l'ont convoquée.

Article 19.6 - Feuille de présence

Il est tenu une feuille de présence comportant, par collège, les noms, prénoms des associé.e.s, le nombre de parts sociales dont chacun d'eux est propriétaire et le nombre de voix dont ils disposent.

Elle est signée par tous les associé.e.s présents, tant pour eux-mêmes que pour ceux qu'ils peuvent représenter. Elle est certifiée par le bureau de l'assemblée, déposée au siège social et communiquée à tout requérant.

Article 19.7 - Délibérations

Il ne peut être délibéré que sur les questions portées à l'ordre du jour.

Article 19.8 - Modalités de vote

La nomination des membres du Conseil de Gestion est effectuée par l'Assemblée Générale. Le vote est non anonyme sauf si l'un des sociétaires sollicite un vote à bulletins secrets.

Pour toutes les autres questions il est procédé à des votes non anonymes, sauf si le bureau de l'assemblée ou la majorité de celle-ci décide qu'il y a lieu de voter à bulletins secrets.

Le bureau de l'assemblée veillera à ce que le vote par collège ait lieu dans des conditions qui en garantissent le résultat et la transparence aux yeux de l'assemblée.

Article 19.9 - Droit de vote et vote à distance

Chaque associé a droit de vote dans toutes les assemblées avec une voix.

Les votes blancs et les abstentions sont comptabilisés dans les votes exprimés.
Les droits de vote sont décomptés par collège de vote et affectés selon la règle de la proportionnalité.

Le Conseil de Gestion peut décider de mettre en place le vote à distance par voie électronique. Dans ce cas, le contenu du formulaire de vote à distance électronique est identique au formulaire papier. Les mêmes annexes y sont jointes.

Tout associé peut voter à distance dans les conditions suivantes : à compter de la convocation de l'assemblée, un formulaire de vote à distance et ses annexes sont remis ou adressés, par voie électronique ou papier aux frais de la société.

La société doit faire droit à toute demande déposée ou reçue au siège social au plus tard 6 jours avant la date de réunion.

Le formulaire de vote à distance doit respecter la législation en vigueur, notamment comporter certaines indications fixées par les articles R.225-76 et suivants du code de commerce. Le formulaire peut, le cas échéant, figurer sur le même document que la formule de procuration. Dans ce cas, ce sont les dispositions de l'article R.225-78 du Code de commerce qui sont applicables.

Sont annexés au formulaire de vote à distance les documents prévus à l'article R.225-76 du Code de commerce.

Le formulaire de vote à distance adressé à l'associé pour une assemblée vaut pour toutes les assemblées successives convoquées avec le même ordre du jour.

Les formulaires de vote par correspondance, par voie postale doivent être reçus par la société 3 jours avant la réunion.

Les formulaires électroniques de vote à distance peuvent être reçus par la coopérative jusqu'à la veille de l'assemblée au plus tard à minuit, heure de Paris (Art R.225-77 du Code du commerce).

Le droit de vote de tout associé en retard dans la libération de ses parts sociales est suspendu et ne reprend que lorsque la libération est à jour au moment où le CA valide les souscriptions.

Article 19.10 - Procès-verbaux

Les délibérations des assemblées générales sont constatées par des procès-verbaux établis par les membres du bureau et signés par eux.

Ils sont portés sur un registre spécial tenu au siège social dans les conditions réglementaires.

Si, à défaut du quorum requis, une assemblée ne peut délibérer régulièrement, il en est dressé procès-verbal par le bureau de ladite assemblée.

Article 19.11 - Effet des délibérations

L'assemblée générale régulièrement convoquée et constituée représente l'universalité des associé.e.s et ses décisions obligent même les absents, incapables ou dissidents.

Article 19.12 - Pouvoirs

Un sociétaire ne pouvant participer physiquement à l'Assemblée Générale peut se faire représenter par un autre sociétaire, quel que soit sa catégorie d'appartenance en renvoyant son pouvoir par voie postale ou par voie électronique, dans le respect des délais prévus par le Conseil de Gestion.

Outre sa propre voix, aucun sociétaire ne peut posséder plus de 3 voix.

Les pouvoirs ne désignant pas de bénéficiaire ou en excédent des 3 pour un mandaté sont répartis entre les personnes présentes dans la limite de 3 pouvoirs par personne.

Article 20 - Assemblée générale ordinaire

Article 20.1 - Quorum et majorité

Le quorum requis pour la tenue d'une assemblée générale ordinaire est :

- sur première convocation, du cinquième des associé.e.s ayant droit de vote. Les associé.e.s ayant voté à distance ou donné procuration sont considérés comme présents.
- si ce quorum n'est pas atteint, une deuxième assemblée est convoquée. Elle délibère, quel que soit le nombre d'associé.e.s présents ou représentés, exclusivement sur le même ordre du jour.

Les délibérations sont prises à la majorité des voix des associé.e.s présents ou représentés calculée selon les modalités précisées à l'Article 19.9.

Article 20.2 - Assemblée générale ordinaire annuelle

L'assemblée générale ordinaire annuelle se tient dans les six mois de la clôture de l'exercice.

L'assemblée générale ordinaire prend toutes les décisions autres que celles qui sont réservées à la compétence de l'assemblée générale extraordinaire par la loi et les présents statuts.

Elle exerce les pouvoirs qui lui sont conférés par la loi et notamment :

- approuve ou redresse les comptes,
- fixe les orientations générales de la coopérative,
- décide de l'organisation de la vie démocratique de la coopérative
- élit les membres du Conseil de Gestion et peut les révoquer,
- approuve les conventions réglementées,
- désigne les commissaires aux comptes,
- agrée les exclusions ou démissions de sociétaires,
- donne au Conseil de Gestion les autorisations nécessaires au cas où les pouvoirs de celui-ci seraient insuffisants
- prend connaissance du règlement intérieur

Article 20.3 - Assemblée générale ordinaire réunie extraordinairement

L'Assemblée Générale Ordinaire réunie extraordinairement examine les questions dont la solution ne souffre pas d'attendre la prochaine Assemblée Générale annuelle. Elle est convoquée dans les mêmes conditions que l'assemblée générale ordinaire annuelle.

L'assemblée générale ordinaire réunie extraordinairement peut exclure un associé qui aurait causé un préjudice matériel ou moral à la coopérative, conformément à l'article 13 des présents statuts.

Article 21 - Assemblée générale extraordinaire

Article 21.1 - Quorum et majorité

Le quorum requis pour la tenue d'une assemblée générale extraordinaire est, en application des dispositions de l'article L.225-96 du Code de commerce, de l'article 19 octies de la loi 47-1775 :

- sur première convocation, du tiers des associé.e.s ayant droit de vote. Les associé.e.s ayant voté par correspondance ou donné procuration sont considérés comme présents.
- si ce quorum n'est pas atteint, une nouvelle assemblée peut délibérer valablement si le cinquième des associé.e.s ayant droit de vote sont présents ou représentés à l'assemblée.

A défaut de ce quorum, la deuxième assemblée peut être prorogée de deux mois au plus en continuant d'obéir aux mêmes règles de convocation et de quorum.

Les délibérations de l'assemblée générale extraordinaire sont prises à la majorité des deux tiers des voix calculée selon les modalités précisées à l'Article 19.10.

Article 21.2 - Rôle et compétence

L'assemblée générale extraordinaire des associé.e.s a seule compétence pour modifier les statuts de la Société.

L'assemblée générale extraordinaire peut :

- modifier les statuts de la coopérative,
- transformer la société en une autre société coopérative ou décider sa dissolution anticipée ou sa fusion avec une autre société coopérative,
- créer de nouvelles catégories d'associé.e.s,
- modifier les droits de vote de chaque collège de vote, ainsi que la composition et le nombre des collèges,
- Prolonger la durée de la coopérative,
- Recapitaliser la coopérative

Titre 7 - COMMISSAIRE AUX COMPTES – RÉVISION COOPÉRATIVE

Article 22 - Commissaires aux comptes

Conformément aux dispositions des articles L 227-9-1 et R 227 du code de commerce, la société est tenue de désigner au moins un commissaire aux comptes si elle dépasse à la clôture d'un exercice social, deux des seuils suivants : 1 000 000 € de total de bilan, 2 000 000 € de chiffre d'affaires hors taxe ou le nombre moyen de 20 salariés au cours de l'exercice.

La durée des fonctions des commissaires est de six exercices. Elle est renouvelable.

Article 23 - Révision coopérative

La coopérative fera procéder tous les 5 ans à la révision coopérative prévue par l'article 19 duodécies de loi n°47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération et par le décret n°2015-706 du 22 juin 2015.

En outre, la révision coopérative devra intervenir sans délai si :

- trois exercices consécutifs font apparaître des pertes comptables

- les pertes d'un exercice s'élèvent à la moitié au moins du montant le plus élevé atteint par le capital ;
- elle est demandée par le dixième des associés ;
- elle est demandée par le ministre chargé de l'économie sociale et solidaire ou tout ministre compétent à l'égard de la coopérative en question en fait la demande

Le rapport établi par le réviseur coopératif sera tenu à la disposition des associés quinze jours avant la date de l'assemblée générale ordinaire. Le réviseur est convoqué à l'assemblée générale dans les mêmes conditions que les associés. Le rapport sera lu à l'assemblée générale ordinaire ou à une assemblée générale ordinaire réunie à titre extraordinaire, soit par le réviseur s'il est présent, soit par le Président de séance. L'assemblée générale en prendra acte dans une résolution.

Titre 8 - COMPTES SOCIAUX – EXCÉDENTS – RÉSERVES - ENCADREMENT RÉMUNÉRATION

Article 24 - Exercice social

L'exercice social commence le 1er Janvier et finit le 31 décembre. Toutefois, le premier exercice commencera à compter de l'immatriculation de la société au Registre du commerce et des sociétés pour se terminer le 31 décembre 2023.

Article 25 - Documents sociaux

L'inventaire, le bilan, le compte de résultats de la coopérative sont présentés à l'assemblée en même temps que les rapports du Président.

Conformément à l'article R.225-89 du Code de commerce, à compter de la convocation de l'assemblée générale ordinaire annuelle et au moins pendant le délai de 15 jours qui précède la date de réunion, tout associé a le droit de prendre connaissance de certains documents au siège social ou au lieu de la direction administrative, et notamment :

- le bilan ;
- le compte de résultat et l'annexe ;
- les documents annexés le cas échéant à ces comptes ;
- Le rapport de révision ;
- un tableau d'affectation de résultat précisant notamment l'origine des sommes dont la distribution est proposée.

Ces documents sont mis à la disposition des commissaires aux comptes un mois au moins avant la date de convocation de l'assemblée générale ordinaire annuelle. Ils sont présentés à cette assemblée en même temps que les rapports du Président et des commissaires aux comptes.

Jusqu'au 5eme jour inclusivement avant l'assemblée, l'associé peut demander que les mêmes documents lui soient adressés.

Article 26 - Excédents

Les excédents sont constitués par les produits de l'exercice majorés des produits exceptionnels et sur exercices antérieurs et diminués des frais, charges, amortissements, provisions et impôts afférents au même

exercice, ainsi que des pertes exceptionnelles ou sur exercices antérieurs et des reports déficitaires antérieurs. Il peut être aussi distribué un intérêt aux parts sociales dont le montant sera déterminé par l'assemblée générale et qui ne peut excéder les sommes disponibles après dotations aux réserves légale et statutaire.

Le taux de rémunération des parts sociales est alors au plus égal à la moyenne, sur les trois années civiles précédant la date de l'assemblée générale, du taux moyen de rendement des obligations des sociétés privées (TMO), majorée de deux points. Le TMO est fixé par décret tous les semestres.

La décision de répartition est prise sur proposition du Président par le Conseil de Gestion avant la clôture de l'exercice concerné, et ratifié par l'assemblée ordinaire des associé.e.s. La règle suivante doit être respectée :

- 15 % sont affectés à la réserve légale, qui reçoit cette dotation jusqu'à ce qu'elle soit égale au montant le plus élevé atteint par le capital ;
- 50 % au minimum des sommes disponibles après la dotation à la réserve légale sont affectés à une réserve statutaire ;

Les subventions, encouragements et autres moyens financiers versés à la société par les collectivités publiques, leurs groupements et les associations ne sont pas pris en compte pour le calcul de l'intérêt versé aux parts sociales et, le cas échéant, des avantages ou intérêts servis en application des articles 11 et 11bis de la loi du 10 septembre 1947.

Les parts sociales ouvrant droit à rémunération sont celles qui existaient au jour de la clôture de l'exercice et qui existent toujours à la date de l'assemblée générale ordinaire annuelle.

Le versement des intérêts aux parts sociales a lieu au plus tard 6 mois après la clôture de l'exercice.

Article 27 - Impartageabilité des réserves

Quelle que soit leur origine ou leur dénomination, les réserves ne peuvent jamais ni être incorporées au capital et donner lieu à la création de nouvelles parts ou à l'élévation de la valeur nominale des parts, ni être utilisées pour libérer les parts souscrites ni être distribuées directement ou indirectement au cours de la vie de la coopérative ou à son terme, aux associés ou travailleurs de celle-ci ou à leurs héritiers et ayants droit.

Les dispositions de l'article 15, des 3ème et 4ème alinéas de l'article 16 et l'alinéa 2 de l'article 18 de la loi 47-1775 du 10 septembre 1947 ne sont pas applicables à la Société.

En cas de liquidation ou, le cas échéant, en cas de dissolution, l'utilisation des réserves est explicité à l'article 30.

Article 28 - Encadrement des rémunérations

La moyenne des sommes versées, y compris les primes, aux 5 salariés les mieux rémunérés ne peut ni ne pourra, au titre de l'année pour un emploi à temps complet, dépasser un plafond fixé à 3 fois le SMIC annuel brut (ou le salaire minimum de branche si celui-ci est supérieur). Par ailleurs et concomitamment, les sommes versées, y compris les primes, au salarié ou dirigeant le mieux rémunéré ne pourront en aucun cas excéder, au titre de l'année pour un emploi à temps complet, un plafond fixé à 3 fois le SMIC annuel brut (ou le salaire minimum de branche si celui-ci est supérieur)

Titre 9 - DISSOLUTION – LIQUIDATION – CONTESTATION

Article 29 - Perte de la moitié du capital

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, l'actif net devient inférieur à la moitié du capital social, l'assemblée générale extraordinaire doit être convoquée à l'effet de décider s'il y a lieu de prononcer la dissolution de la coopérative ou d'en poursuivre l'activité. La résolution de l'assemblée fait l'objet d'une publicité.

Article 30 - Expiration de la coopérative – Dissolution

A l'expiration de la coopérative, si la prorogation n'est pas décidée, ou en cas de dissolution anticipée, l'assemblée générale règle la liquidation conformément à la loi et nomme un ou plusieurs liquidateurs investis des pouvoirs les plus étendus. Après l'extinction du passif et paiement des frais de liquidation et, s'il y a lieu, des répartitions différées, les associé.e.s n'ont droit qu'au remboursement de la valeur nominale de leurs parts, sous déduction, le cas échéant, de la partie non libérée de celles-ci. Le bonus de liquidation sera attribué par décision de l'assemblée générale soit à d'autres coopératives ou unions de coopératives, soit à des œuvres d'intérêt général ou professionnel.

Article 31 - Médiation et arbitrage

Toutes contestations qui pourraient s'élever au cours de la vie de la coopérative ou de sa liquidation, soit entre les associé.e.s ou anciens associé.e.s et la coopérative, soit entre les associé.e.s ou anciens associé.e.s eux-mêmes, soit entre la coopérative et une autre société coopérative d'intérêt collectif ou de production, au sujet des affaires sociales, notamment de l'application des présents statuts et tout ce qui en découle, ainsi qu'au sujet de toutes affaires traitées entre la coopérative et ses associé.e.s ou anciens associé.e.s ou une autre coopérative feront l'objet de la recherche d'une solution amiable.

Pour cela, les sociétaires ou administrateurs pourront notifier aux autres sociétaires ou administrateurs leur position motivée sur les points de contestation. Une solution amiable sera alors recherchée au besoin à l'aide d'un médiateur.

A défaut d'un accord, les contestations seront soumises à l'arbitrage de la commission d'arbitrage de la Confédération Générale des Scop, sous réserve de l'adhésion de la société à la Confédération Générale des Scop.

Les sentences arbitrales sont exécutoires, sauf appel devant la juridiction compétente.

Pour l'application du présent article, tout associé doit faire élection de domicile dans le département du siège et toutes assignations ou significations sont régulièrement données à ce domicile. A défaut d'élection de domicile, les assignations et significations sont valablement faites au parquet de Monsieur Le Procureur de la République, près le tribunal de grande instance du siège de la coopérative.

Titre 10 - ACTES ANTÉRIEURS À L'IMMATRICULATION – IMMATRICULATION – NOMINATION DES PREMIERS ORGANES

Article 32 - Immatriculation

La société jouira de la personnalité morale à compter de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés.

Article 33 - Actes accomplis pour le compte de la société en formation

Néant

Article 34 - Mandat pour les actes à accomplir pour le compte de la société en cours d'immatriculation

Dès à présent, les fondateur.trices décident la réalisation immédiate, pour le compte de la société, de différents actes et engagements. A cet effet, tout pouvoir est expressément donné à M. Bertrand CARDINAL, associé, à l'effet de réaliser lesdits actes et engagements jusqu'à la date de l'immatriculation de la société. Ils seront repris par la société dès son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés et seront considérés comme ayant été accomplis par elle depuis leur origine. Les pouvoirs à cet effet font l'objet d'une annexe aux présentes. Au cas où la société ne serait pas immatriculée ou ne reprendrait pas lesdits engagements, les associé-e-s ayant agi pour son compte sont réputés avoir agi pour leur compte personnel. Tous pouvoirs sont donnés à M. Bertrand CARDINAL pour procéder aux formalités de dépôt et publicité requises pour l'immatriculation de la société au Registre du commerce et des sociétés ainsi qu'à accomplir les engagements jugés urgents et conformes à l'intérêt social, passer et signer tous actes, faire toutes déclarations et affirmations, élire domicile, substituer en tout ou partie, et généralement faire le nécessaire.

Article 35 - Frais et droits

Tous les frais, droits et honoraires entraînés par le présent acte et ses suites incombent conjointement et solidairement aux fondateur.trices, au prorata de leurs apports, jusqu'à ce que la société soit immatriculée au registre du commerce et des sociétés. A compter de son immatriculation, ils seront entièrement pris en charge par la société qui devra les amortir avant toute distribution d'excédents, et au plus tard dans le délai de cinq ans.

Article 36 - Nomination des premiers administrateurs

Sont désignés comme premiers administrateurs, membres du Conseil de Gestion, les personnes dont les noms suivent ; l'année de leur renouvellement est déterminée par tirage au sort :

Durée du mandat de 1 an (fin de l'exercice 2023) :

La commune d'ANDILLY LES MARAIS représentée par Sylvain FAGOT, siège social : 30, rue de la Paix - 17230 ANDILLY LES MARAIS

François COUSSON, 17170 BENON

L'association ANE !rs17 représentée par Arlette BOSSY, siège social : collectif des associations de Villeneuve les Salines - place du 14 Juillet - 17000 LA ROCHELLE

Frédérique PENNETIER, 17230 ANDILLY LES MARAIS

Joséphine FOY, 17000 LA ROCHELLE

Durée du mandat de 2 ans (fin de l'exercice 2024) :

David BLAISE-MARTIN, 17000 LA ROCHELLE

Annie BENETEAU-FRICHE, 17230 ANDILLY LES MARAIS

Jean-Marc GABORIT, 17540 NUAILLE D'AUNIS

Jérôme ESTEVE, 17230 ANDILLY LES MARAIS

Monique CHAILLET-COUSSON, 17170 BENON

Durée du mandat de 3 ans (fin de l'exercice 2025) :

Bertrand CARDINAL, 17137 NIEUL SUR MER

Jacky SEMAVOINE, 17230 ANDILLY LES MARAIS

La Communauté de Communes Aunis Atlantique, représentée par Jean-Marie BODIN, siège social : 113, route de La Rochelle - 17230 MARANS

Pascale MARTINEAU, 17540 NUAILLE D'AUNIS

Chantal VETTER, 17000 LA ROCHELLE

Leur mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire ayant statué sur les comptes de l'exercice indiqué.

Le Conseil de Gestion a désigné en son sein :

Le Président de la SCIC-SAS COOPEC: Bertrand CARDINAL

La vice-Présidente de la SCIC-SAS COOPEC: Pascale MARTINEAU

Deux mandataires financiers : Annie BENETEAU et Jacky SEMAVOINE

Les présents statuts ont été approuvés par l'assemblée générale constitutive de la SCIC-SAS COOPEC réunie le 17 mai 2022 à ANDILLY LES MARAIS.

Bon pour acceptation des pouvoirs

signature du Président de la SCIC-SAS COOPEC

Bon pour acceptation de la fonction de Président

signature du Président de la SCIC-SAS COOPEC

Bon pour acceptation de la fonction de vice-Présidente

signature de la vice-Présidente de la SCIC-SAS COOPEC

Fait à FERRIERES, le 03/05/2023, en 3 exemplaires originaux aux fins de dépôt au siège social et enregistrement au tribunal de commerce de La Rochelle.

signature du Président de la SCIC-SAS COOPEC

ANNEXE 1 – Liste des fondateurs.trices

Prénom	Nom	Catégorie	CP	Commune	Nb de parts	Montant
	ANErs17	Passeur de Valeurs	17000	LA ROCHELLE	5	250 €
Jean-Luc	BARREAU	Soutien	33000	BORDEAUX	5	250 €
Stéphane	BEAUPOUX	Soutien	17220	CLAVETTE	1	50 €
Alain	BENETEAU	Bénéficiaire	17230	ANDILLY LES MARAIS	7	350 €
Etienne	BENETEAU	Soutien	85420	BOUILLE-COURDAULT	1	50 €
Annie	BENETEAU FRICHE	Passeur de Valeurs	17230	ANDILLY LES MARAIS	7	350 €
Aline	BERNARDIN	Bénéficiaire	17540	LE GUE D'ALLERE	5	250 €
Nils	BILLY	Soutien	24310	BIRAS	1	50 €
Vincent	BILLY	Soutien	86240	SMARVES	1	50 €
Alexandre	BLAISE-MARTIN	Soutien	17000	LA ROCHELLE	7	350 €
Camille	BLAISE-MARTIN	Soutien	17000	LA ROCHELLE	7	350 €
David	BLAISE-MARTIN	Soutien	17000	LA ROCHELLE	7	350 €
Laurie	BLAISE-MARTIN	Soutien	17000	LA ROCHELLE	7	350 €
Lola	BLAISE-MARTIN	Soutien	17000	LA ROCHELLE	7	350 €
Christine	BLANCHART	Bénéficiaire	17230	ANDILLY LES MARAIS	1	50 €
Marc	BLANCHART	Bénéficiaire	17230	ANDILLY LES MARAIS	1	50 €
Valérie	BLANC-MONTUS	Bénéficiaire	17230	ANDILLY LES MARAIS	10	500 €
Nicolas	BOSCUS	Bénéficiaire	17170	BENON	1	50 €
Nina	BOSCUS TEIXIDO	Bénéficiaire	17170	BENON	1	50 €

Arlette	BOSSY	Passeur de Valeurs	17000	LA ROCHELLE	1	50 €
Bertrand	BOUCHE	Bénéficiaire	17230	ANDILLY LES MARAIS	1	50 €
Cylas	BOUCHET	Bénéficiaire	17170	ST CYR DU DORET	1	50 €
Medy	BOUCHET	Bénéficiaire	17170	ST CYR DU DORET	1	50 €
Alain	BROCHEC	Soutien	17137	NIEUL SUR MER	5	250 €
Nelly	BROCHEC	Soutien	17137	NIEUL SUR MER	5	250 €
Jean-Philippe	BROTHIER	Soutien	17000	LA ROCHELLE	2	100 €
Bertrand	CARDINAL	Soutien	17137	NIEUL SUR MER	7	350 €
Monique	CHAILLET COUSSON	Passeur de Valeurs	17170	BENON	2	100 €
Eric	CHAILLOUX	Passeur de Valeurs	17430	BORDS	20	1 000 €
Armel	CHANEL	Soutien	17180	PERIGNY	7	350 €
Mathilde	CHARRIER	Bénéficiaire	17230	MARANS	1	50 €
Carole	CHASSAGNOUX	Passeur de Valeurs	17170	ST CYR DU DORET	1	50 €
Florence	CHEVILLON	Bénéficiaire	17230	ANDILLY LES MARAIS	2	100 €
Hubert	CLEMENT	Soutien	17137	NIEUL SUR MER	5	250 €
Armel	CONAN	Soutien	17440	AYTRE	2	100 €
Paul	CONAN	Soutien	17440	AYTRE	2	100 €
Elise	COUGOULE	Soutien	17440	AYTRE	2	100 €
Damien	COUILLAUD	Bénéficiaire	17230	MARANS	5	250 €
François	COUSSON	Passeur de Valeurs	17170	BENON	2	100 €
Laurent	COUSSON	Soutien	47340	SAUVAGNAS	1	50 €
Marcel	COUSSON	Soutien	47340	SAUVAGNAS	1	50 €
Thibault	COUSSON	Soutien	33200	BORDEAUX	1	50 €

Michel	DABOUT	Passeur de Valeurs	17230	VILLEDoux	1	50 €
Françoise	DANIEL	Bénéficiaire	17230	ANDILLY LES MARAIS	5	250 €
Gérard	DANIEL	Bénéficiaire	17230	ANDILLY LES MARAIS	5	250 €
Diane	DE BARROS	Bénéficiaire	17230	ANDILLY LES MARAIS	1	50 €
Andréa	DEL CERRO	Soutien	33127	ST JEAN D'ILLAC	20	1 000 €
Léa	DEL CERRO	Soutien	33127	ST JEAN D'ILLAC	20	1 000 €
Christian	DENIS	Soutien	17220	SALLES SUR MER	1	50 €
Fabien	DESBORDES	Passeur de Valeurs	17220	SALLES SUR MER	5	250 €
Véronique	DESBORDES	Soutien	17220	SALLES SUR MER	4	200 €
Karine	DUPRAZ	Passeur de Valeurs	17230	ANDILLY LES MARAIS	1	50 €
Energie Partagée Investissement		acteur de l'ESS	69120	VAULX EN VELIN	200	10 000 €
Jerôme	ESTEVE	Bénéficiaire	17230	ANDILLY LES MARAIS	5	250 €
Daniel	FONTAINE	Bénéficiaire	17230	ANDILLY LES MARAIS	1	50 €
Joëlle	FONTAINE	Bénéficiaire	17230	ANDILLY LES MARAIS	1	50 €
Michel	FOUCHER	Bénéficiaire	17230	ANDILLY LES MARAIS	20	1 000 €
Joséphine	FOY	Soutien	17000	LA ROCHELLE	1	50 €
Xavier Pierre	FOY	Soutien	17000	LA ROCHELLE	1	50 €
Anne	FRICHE	Soutien	64250	CAMBO LES BAINS	1	50 €
Claude	FRICHE	Soutien	85450	CHAMPAGNE LES MARAIS	1	50 €
Jean-Marc	GABORIT	Passeur de Valeurs	17540	NUAILLE D'AUNIS	2	100 €
Frédérique	GACHINARD	Soutien	17137	NIEUL SUR MER	7	350 €
Jean-Marc	GAUTHEREAU	Bénéficiaire	17230	ANDILLY LES MARAIS	2	100 €

Boris	GERMES	Soutien	17260	ST SIMON DE PELLOUIALLE	6	300 €
Elisabeth	GRAUX	Bénéficiaire	17230	ANDILLY LES MARAIS	1	50 €
Juliette	GRINARD	Soutien	17180	PERIGNY	1	50 €
Dominique	HALLE	Soutien	17740	STE MARIE DE RE	10	500 €
Franck	HILAIREAU	Soutien	17137	NIEUL SUR MER	1	50 €
Jules	HOCHEL	Soutien	64250	CAMBO LES BAINS	1	50 €
Louis	HOCHEL	Soutien	64250	CAMBO LES BAINS	1	50 €
Léon	KARLSON	Soutien	17138	ST XANDRE	1	50 €
Christian	LAFITTE	Soutien	17000	LA ROCHELLE	1	50 €
Flore	LECLERC	Soutien	47340	SAUVAGNAS	1	50 €
Cloé	LOUVEL	Soutien	44000	NANTES	1	50 €
Jean-Marie	MARCHAIS	Soutien	17000	LA ROCHELLE	2	100 €
Guy	MARTIN	Soutien	17000	LA ROCHELLE	7	350 €
Pascale	MARTINEAU	Passeur de Valeurs	17540	NUAILLE D'AUNIS	5	250 €
Jean	MARTINEZ	Soutien	17137	NIEUL SUR MER	1	50 €
Capucine	MARZET	Soutien	17000	LA ROCHELLE	1	50 €
Laure	MEREDITH	Soutien	75005	PARIS	1	50 €
Jany	MONTUS	Passeur de Valeurs	17230	ANDILLY LES MARAIS	10	500 €
Jeanne	MORICE	Soutien	17000	LA ROCHELLE	1	50 €
Claude	MORIN	Soutien	17000	LA ROCHELLE	7	350 €
Béatrice	OLGIATI	Bénéficiaire	17230	ANDILLY LES MARAIS	4	200 €
Olivia	PALTRIER	Soutien	170000	LA ROCHELLE	1	50 €
Frédérique	PENNETIER	Bénéficiaire	17230	ANDILLY LES MARAIS	2	100 €

Josette	PERLADE	Bénéficiaire	17230	ANDILLY LES MARAIS	2	100 €
Arnaud	POIRIER	Bénéficiaire	17230	VILLEDoux	2	100 €
Solène	QUENARD	Bénéficiaire	17230	MARANS	5	250 €
Franck	RINCHET-GIROLLET	Soutien	17540	VERINES	1	50 €
Dominique	ROBIGO	Bénéficiaire	17230	ANDILLY LES MARAIS	2	100 €
Julien	ROMA	Bénéficiaire	17230	ANDILLY LES MARAIS	1	50 €
Thierry	RONTEAU	Bénéficiaire	17230	SERIGNY	1	50 €
Jacky	SEMAVOINE	Bénéficiaire	17230	ANDILLY LES MARAIS	2	100 €
Louissette	SEMAVOINE	Bénéficiaire	17230	ANDILLY LES MARAIS	1	50 €
Lucie	SIROT	Soutien	86000	POITIERS	2	100 €
Caroline	SOULIE	Bénéficiaire	17230	ANDILLY LES MARAIS	1	50 €
Dominique	STEINKRIETZER	Passeur de Valeurs	17000	LA ROCHELLE	1	50 €
Morgane	TAMBURINI-ROMA	Bénéficiaire	17230	ANDILLY LES MARAIS	1	50 €
Sonia	TEIXIDO	Bénéficiaire	17170	BENON	2	100 €
Anne	THIMEL	Soutien	17137	NIEUL SUR MER	5	250 €
Alexandre	TILAUD	Soutien	17138	PUILBOREAU	5	250 €
Catherine	VACHER	Bénéficiaire	17230	MARANS	4	200 €
Stéphane	VACHER	Bénéficiaire	17230	MARANS	4	200 €
Georges	VASSEUR	Passeur de Valeurs	17138	PUILBOREAU	5	250 €
Chantal	VETTER	Soutien	17000	LA ROCHELLE	2	100 €
Baptiste	WAMBRE	Soutien	86170	AVANTON	7	350 €
Laurent	ZIBAUT	Soutien	17000	LA ROCHELLE	1	50 €

Total : 109 fondateurs ayant libéré le capital pour 588 parts

Total des parts souscrites et libérées au capital de la SCIC-SAS COOPEC par les fondateurs le jour du dépôt des statuts :

588 parts pour un capital de 29 400 €.

En outre, sont considérés comme fondateurs, les collectivités locales et leurs groupements ci-dessous qui ont délibéré pour prendre part au capital de la SCIC-SAS COOPEC mais n'ont pas encore pu libérer le capital :

CDC d'Aunis Atlantique : catégorie collectivités locales et leurs groupements, 100 parts sociales

Commune d'ANDILLY LES MARAIS : catégorie collectivités locales et leurs groupements, 60 parts sociales

Commune d'ANGLIERS : catégorie collectivités locales et leurs groupements, 2 parts sociales

Commune de MARANS : catégorie collectivités locales et leurs groupements, 20 parts sociales

Commune de LA RONDE : catégorie collectivités locales et leurs groupements, 20 parts sociales

Commune LA GREVE SUR MIGNON : catégorie collectivités locales et leurs groupements, 2 parts sociales

Les fondateurs de la SCIC-SAS COOPEC sont au nombre total de 115 sociétaires ayant ce jour libéré ou non le capital pour un capital social total de 39 600 € représentant 792 parts sociales.